

Projection du système éducatif à dix ans

Kristel Radica

Ce numéro de la revue *Éducation & Formations* est consacré à la projection du système éducatif à dix ans, pour la période 2002-2011.

Les évolutions à moyen terme présentées dans ce document tiennent compte des constats connus jusqu'à la rentrée 2001 et des prévisions d'effectifs d'élèves et d'étudiants pour les deux rentrées suivantes, 2002 et 2003, validées par les différentes directions concernées et déjà publiées en Notes d'Information. Ces projections à un horizon de dix ans sont **tendancielles** (excepté le scénario dit « européen » dans l'enseignement supérieur) ; elles s'appuient sur des hypothèses traduisant les grandes lignes de l'évolution du système éducatif au cours des dernières années. Les résultats auxquels elles conduisent ne sauraient donc décrire les conséquences de la politique éducative qui pourra être menée dans les mois et années à venir et qui infléchira alors certains de ces résultats.

L'exercice prospectif porte d'abord sur les effectifs d'élèves attendus dans l'enseignement scolaire des premier et second degrés relevant de l'Éducation nationale et sur les effectifs d'étudiants accueillis dans les principales filières de l'enseignement supérieur (université, IUT compris, STS et CPGE).

Une estimation prospective des flux de sortants du système éducatif par niveau de formation à l'horizon 2011 est également présentée, en cohérence avec les projections d'effectifs d'élèves et d'étudiants des établissements relevant de l'Éducation nationale, ainsi qu'avec une projection des effectifs d'apprentis et une projection des effectifs de lycéens suivant des formations de l'Agriculture.

L'évolution des effectifs d'élèves et d'étudiants au cours de la prochaine décennie influe sur la demande globale d'enseignement, qui évolue aussi en fonction d'autres facteurs déterminants comme les conditions d'accueil des élèves (tailles des classes et groupes) ou leurs emplois du temps (horaires hebdomadaires d'enseignement notamment en collège et dans l'enseignement professionnel). Répondre à cette demande, et éventuellement l'infléchir, nécessite de préparer l'ajustement permanent, année après année, de l'offre de formation, par un renouvellement approprié du personnel, particulièrement dans le contexte d'accroissement des départs en retraite les prochaines années. La deuxième partie de cette brochure présente donc des projections de départs des différents types de personnels de l'Éducation nationale et de la Recherche pour les dix ans à venir et une estimation des besoins de recrutement d'enseignants du second degré public, résultant de la confrontation de l'offre et de la demande d'enseignement.

TABLEAU 1 – Effectifs d'élèves et d'étudiants : constats et projections à dix ans

Scénario tendanciel									
France métropolitaine + DOM – Public + Privé									
						Évolutions			
	1991-1992	1996-1997	2001-2002	2006-2007	2011-2012	1991 à 1996	1996 à 2001	2001 à 2006	2006 à 2011
Préélémentaire	2 648,6	2 545,4	2 554,9	2 689,4	2 576,9	- 103,2	9,5	134,5	- 112,5
CP-CM2	4 184,5	4 111,1	3 924,4	3 997,8	4 116,2	- 73,4	- 186,7	73,4	118,4
Initiation, adaption, intégration scolaire	86,1	65,2	56,4	53,9	53,1	- 20,9	- 8,8	- 2,5	- 0,8
TOTAL PREMIER DEGRÉ	6 919,2	6 721,7	6 535,7	6 741,1	6 746,2	- 197,5	- 186,0	205,4	5,1
Premier cycle	3 283,2	3 349,2	3 278,8	3 094,8	3 172,3	66,0	- 70,4	- 184,0	77,5
Second cycle professionnel	717,1	729,0	695,0	705,2	672,2	11,9	- 34,0	10,2	- 33,0
Second cycle général et technologique	1 615,2	1 529,6	1 504,1	1 508,7	1 424,7	- 85,6	- 25,5	4,6	- 84,0
SEGPA et EREA	124,9	123,0	120,9	114,5	117,5	- 1,9	- 2,1	- 6,4	3,0
TOTAL SECOND DEGRÉ¹	5 740,4	5 730,8	5 598,8	5 423,2	5 386,7	- 9,6	- 132,0	- 175,6	- 36,5
Université hors IUT et IUFM	1 158,8	1 360,8	1 285,9	1 258,2	1 253,1	202,0	- 74,9	- 27,7	- 5,1
IUT	78,8	108,6	118,1	121,0	117,9	29,8	9,5	2,9	- 3,1
STS ²	226,8	242,1	246,9	246,3	241,0	15,3	4,8	- 0,6	- 5,3
CPGE ²	68,1	72,7	70,7	72,7	70,3	4,6	- 2,0	2,0	- 2,4
SUPÉRIEUR	1 532,5	1 784,2	1 721,6	1 698,2	1 682,3	251,7	- 62,6	- 23,4	- 15,9

1 – Hors formations complémentaires et préparations diverses.
2 – DECF inclus dans les STS, et non plus dans les CPGE.

Après une dizaine d'années d'évolution à la baisse, un renversement de tendance est attendu dans le premier degré à la rentrée 2003,...

Pour des raisons essentiellement démographiques, le premier et le second degrés devraient connaître, jusqu'en 2011, des évolutions de sens contraires, de l'ordre de 210 000 élèves chacune, tandis que dans l'enseignement supérieur, la tendance à la baisse observée les dernières années pourrait soit se poursuivre en s'atténuant, soit être enrayerée par un allongement des études lié à la mise en place d'un espace européen de l'enseignement supérieur. (graphique 1)

... tandis que la baisse se poursuivrait jusqu'en 2006 dans le second degré

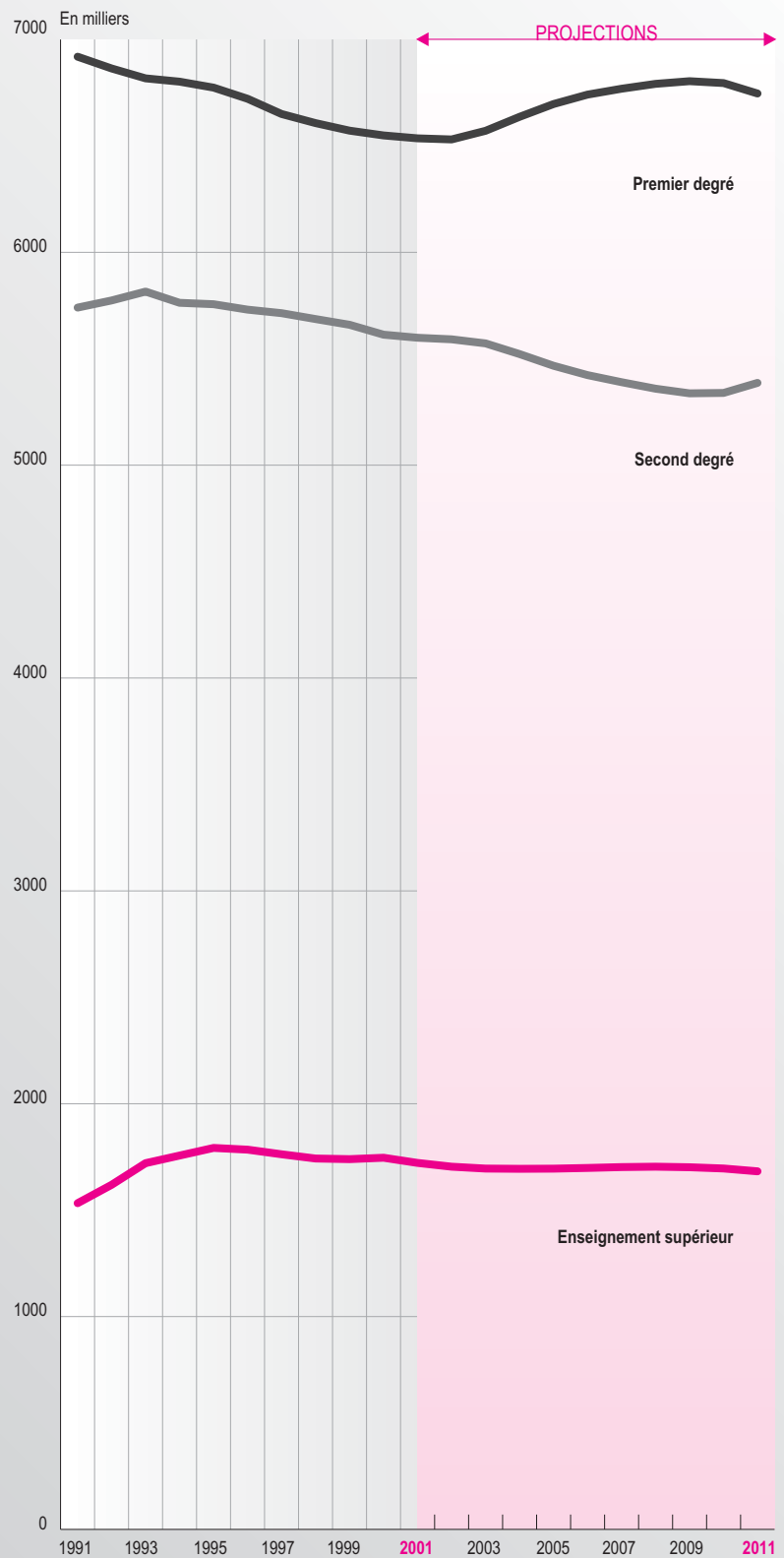
Les effectifs du premier degré devraient s'accroître de plus de 200 000 élèves d'ici 2006, après la baisse des dix dernières années. La relative stabilisation de l'effectif global du premier degré qui est attendue dans la deuxième moitié de la prochaine décennie, masque des mouvements de sens opposés entre le préélémentaire, en baisse, et l'élémentaire qui progresserait jusqu'en 2010.

La mise en place d'un espace européen de l'enseignement supérieur pourrait enrayer l'érosion des effectifs

Globalement, dans le second degré, la baisse régulière des effectifs enregistrée depuis 1994 se poursuit et les lycées et collèges devraient perdre plus de 175 000 élèves jusqu'en 2006. Une progression des effectifs s'amorcera ensuite, d'abord en premier cycle, avec l'arrivée à ce niveau des générations nées depuis le début de la reprise démographique de 1995.

Après l'expansion rapide des années 1988 à 1993, l'enseignement supérieur a perdu plus de 70 000 étudiants de 1995 à 2001. La baisse devrait se poursuivre en s'atténuant, avec 27 000 étudiants de moins en 2004 qu'en 2001. Dans un cadre tendanciel, les effectifs devraient ensuite se stabiliser pendant quatre ans pour diminuer de nouveau à partir de 2010. Le second scénario de projection étudié s'inscrit dans la perspective de mise en place d'un espace européen de l'enseignement supérieur, valorisant les diplômes de niveaux bac + 3, bac + 5 et bac + 8. Ce second scénario conduit à une estimation des effectifs de l'enseignement supérieur qui dépasse d'environ 20 000 celle de la projection tendancielle et permettrait de maintenir les effectifs universitaires à leur niveau actuel.

GRAPHIQUE 1 – Évolution du nombre d'élèves et d'étudiants
 France métropolitaine + DOM – Public + Privé
 Scénarios tendanciels



Le niveau des jeunes sortant de formation initiale resterait assez stable au cours des dix prochaines années

Des perspectives à moyen et long terme expliquées essentiellement par l'évolution du nombre de naissances

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, le volume annuel des sorties s'est réduit à un niveau nettement inférieur à la taille des générations concernées, en raison d'un effet de rétention dû à l'allongement intense des études. La durée des études s'étant stabilisée, l'effet de rétention s'est maintenant arrêté et les sortants de formation initiale sont à peu près aussi nombreux que les générations de leur âge. Ce phénomène a contrebalancé le recul démographique, et les flux annuels de sortants ont dépassé 760 000 les dernières années.

Le nombre de jeunes sortant de formation initiale sans qualification, environ 60 000 par an depuis 1994, pourrait décroître jusqu'à 45 000 dans les dix ans à venir, au prix d'un effort soutenu des différents dispositifs de formation, permettant notamment d'éviter des abandons précoces en CAP et BEP.

Dans l'enseignement supérieur, l'accueil en second cycle de flux croissants d'étudiants originaires d'autres filières que le DEUG, notamment des IUT, pourrait permettre de maintenir, en valeur relative, les flux de diplômés des cursus longs de l'enseignement supérieur. Ces hypothèses impliquent des allongements de parcours et donc une légère rétention des flux de sortants.

Les perspectives actuelles sont d'abord la conséquence de l'évolution du nombre de naissances, qui n'a dépassé pour la dernière fois le total de 800 000 qu'au cours des années 1980-1982. Après un maintien un peu au-dessus de 760 000 à la fin des années 1980, leur nombre est passé en dessous de 750 000 au cours des années 1990, frôlant même la barre des 700 000 en 1994. Depuis l'année 1998, on assiste cependant à une reprise démographique, nettement confirmée en 2000 et 2001, qui produit déjà ses effets dans l'enseignement préélémentaire et annonce un renversement de tendance pour le premier degré pris dans son ensemble dès la rentrée 2003. Le phénomène d'allongement des scolarités ayant cessé depuis quelques années dans l'enseignement secondaire, l'arrivée de générations moins nombreuses y provoque une érosion des effectifs qui, dans un cadre tendanciel, devrait se prolonger jusqu'en 2009. Cette baisse des effectifs du second degré se concentre dans le premier cycle en début de période. En revanche, si les hypothèses sur les choix d'orientation des élèves se vérifient, la tendance à la baisse épargnerait le second cycle professionnel, qui pourrait même voir ses effectifs augmenter jusqu'en 2005. Pour des raisons essentiellement démographiques, les effectifs du second cycle général et technologique devraient aussi progresser jusqu'en 2004. L'enseignement supérieur ne bénéficie pas davantage aujourd'hui des progrès de scolarisation, qui étaient encore très forts au début et au milieu des années 1990 : les bacheliers représentent une proportion relativement stable d'une génération et sont un peu moins nombreux que leurs aînés à poursuivre des études supérieures. Le taux d'accueil des bacheliers s'est toutefois maintenu en 2001 au niveau observé à la rentrée 2000.

S'agissant des flux de sortants de formation initiale, qui concernent chaque année des jeunes issus d'une dizaine de générations, l'impact de la reprise de la natalité constatée récemment ne sera sensible qu'après 2015.

Ces évolutions constatées ou attendues au niveau national se déclinent de manière diversifiée selon les régions. Ainsi, les départements d'outre-mer ont eu une évolution démographique différente et les progrès de scolarisation peuvent s'y poursuivre. Autre exemple d'évolutions contrastées, la baisse des effectifs du premier degré n'a pas touché toutes les académies, puisque certaines académies méridionales ont connu une progression importante les dernières années.

Un peu plus de 40 %
des personnels titulaires
en activité à la rentrée
2001 partiront
d'ici à 2011

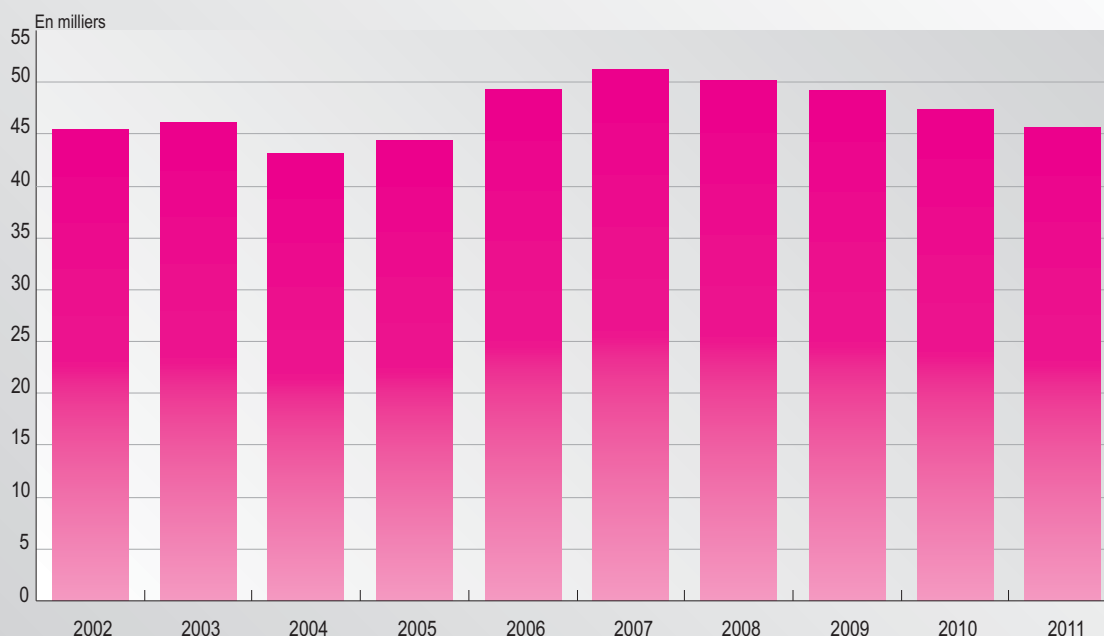
L'Éducation nationale, qui regroupe environ deux tiers des personnels des ministères civils, et où les générations nées dans l'immédiate après-guerre et proches de la retraite sont très représentées, devra recruter massivement les prochaines années. Ainsi, tous motifs confondus, on estime à 387 000, soit 42 % de l'effectif présent en 2002, les départs des enseignants au cours de la décennie 2002-2011. Dans les autres corps de l'Éducation nationale et de la Recherche, ce sont environ 117 000 personnes qui partiront d'ici à 2011.

Afin d'ajuster au mieux les recrutements nécessaires au renouvellement des différents corps de personnel au cours des prochaines années, il est nécessaire de prévoir l'amplitude des départs et leur calendrier. Celui-ci dépend étroitement de la répartition des agents par sexe et par âge, mais aussi de la réglementation en vigueur pour les retraites. Si, globalement, c'est de 2006 à 2009 que les départs seront les plus nombreux, les années 2003 à 2005 devraient voir les plus forts départs d'enseignants du premier degré public, tandis que le « pic » se situerait entre 2007 et 2009 pour les enseignants du second degré public et s'étalerait de 2003 à 2007 pour les enseignants chercheurs de l'enseignement supérieur et de 2007 à 2010 pour les personnels administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de santé (ATOSS) pris dans leur ensemble. Les estimations prennent en compte la possibilité pour certains personnels de partir en congé de fin d'activité jusqu'à la fin de l'année civile 2002, ce qui explique le recul du nombre total de départs en 2004 (graphique 2)¹.

S'agissant des personnels de l'Éducation nationale, l'estimation des besoins de renouvellement de personnel doit aussi tenir compte de l'évolution attendue de la demande d'enseignement, qui dépend des effectifs en formation, de facteurs d'ordre pédagogique (horaires et programmes) et des conditions d'accueil des élèves. Des contraintes liées à la répartition géographique des élèves et des personnels s'ajoutent à ces différents facteurs ; elles ne sont pas prises en compte dans les estimations.

1 – Ces estimations de départs ne prennent pas en compte l'impact des nouvelles dispositions sur le congé de fin d'activité, en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2003 et annoncées dans la circulaire du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'État et de l'aménagement du territoire, parue le 19 décembre 2002. Cette circulaire prévoit une extinction progressive du CFA.

GRAPHIQUE 2 – Évolution du nombre total de départs des personnels de l'Éducation nationale – France métropolitaine + DOM – Public + Privé



Les résultats présentés ici doivent donc être considérés comme des éléments d'aide au pilotage à moyen ou long terme. Ils dépendent étroitement des hypothèses mises en jeu dans les calculs et ne doivent en aucun cas être interprétés comme une prévision des nombres de postes à ouvrir aux concours de recrutement (tableau 2). ■

TABLEAU 2 – Projections de départs des personnels au cours de la prochaine décennie

France métropolitaine + DOM – Public + Privé			
	Effectif de référence 2001-2002	Départs 2002-2011	
		Nombre	%
Enseignants :			
Premier degré public	327 800	142 400	43
Premier degré privé sous contrat	48 200	23 300	48
Second degré public	395 800	164 700	42
Second degré privé sous contrat	94 200	39 100	42
Enseignants chercheurs du supérieur	50 500	17 400	35
Total enseignants	916 500	386 900	42
Personnel d'éducation et d'orientation	15 200	4 200	28
Personnels ATOSS, ITARF et de bibliothèque	210 500	81 600	39
Personnels de direction et d'inspection	16 000	10 000	63
Chercheurs et ITA des EPST et des EPIC	62 800	20 800	33